



Unis et solidaires pour un monde plus juste !

La CGT a fait le bilan du quinquennat Sarkozy qui s'achève dans les prochains jours. L'étendue des dégâts est considérable pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi. Cette politique a été particulièrement néfaste :

- sur la répartition des richesses et le pouvoir d'achat,
- sur l'emploi et la politique industrielle,
- sur la protection sociale, la fonction publique, la citoyenneté au travail,
- sur la lutte contre les discriminations, la politique du logement, etc...

Pour la CGT, il faut changer de politique et conquérir la justice sociale.

✓ Salariés, privés d'emploi, retraités, étudiants, apprentis revendiquons pour la **revalorisation du travail** :

Salaires, reconquête de l'industrie, développement humain durable, droits: à la retraite, à la santé, à un nouveau Statut du travail salarié, aux services publics, à l'intervention sur la marche de l'entreprise ...

✓ Pour **en finir avec cette crise** que le gouvernement, le patronat et les financiers veulent nous faire payer, faisons appliquer nos **10 propositions**:

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux.
- Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.
- Stopper les suppressions d'emplois.
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- Réformer la fiscalité en profondeur.
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

✓ Refusons les accords de « compétitivité » que le gouvernement et le MEDEF veulent nous imposer !

LE CONTRAT DE TRAVAIL	
<p>Aujourd'hui Votre salaire, votre durée de travail sont souvent fixés dans votre contrat. L'employeur n'a pas le droit de les modifier sans votre accord.</p>	<p>Demain avec les accords de compétitivité Dès que l'employeur prétendrait ressentir des problèmes économiques, il pourrait négocier un accord de baisse des salaires et une modification du temps de travail. L'accord d'entreprise ferait que vous seriez licencié si vous refusiez.</p>
LE LICENCIEMENT	
<p>Aujourd'hui Si vous refusez la modification de votre contrat, l'employeur n'a pas le droit de vous licencier. S'il démontre que l'entreprise est en difficulté, il peut vous licencier pour motif économique, mais il est obligé de respecter certaines garanties : reclassement, contrat de sécurisation professionnelle ... Si vous êtes 10 à refuser, l'employeur est obligé de faire un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.</p>	<p>Demain avec les accords de compétitivité Votre licenciement ne serait pas considéré comme économique, vous ne pourriez plus l'attaquer devant un juge. Le comité d'entreprise ne pourrait plus vérifier la réalité économique, ne pourrait plus faire de propositions alternatives, ne pourrait plus défendre vos intérêts. L'employeur n'aurait plus aucune obligation, les salariés seraient soumis à son arbitraire.</p>

Ce serait **la fin du contrat de travail, la fin des protections des salariés** devant les licenciements.

Déclaration des organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, UNEF

Le 1^{er} mai 2012, journée internationale pour la paix et pour les revendications du monde du travail, est particulièrement marqué par l'austérité généralisée en Europe et dans le monde.

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, UNEF expriment leur soutien aux peuples en lutte pour la liberté, et particulièrement au peuple syrien, qui proteste depuis plus d'un an pour mettre fin au pouvoir despotique et corrompu de la famille ASSAD.

Elles soutiennent également les salariés(es) des pays européens qui se mobilisent contre les politiques d'austérité imposées par les gouvernements et confortées par le nouveau traité européen adopté par les chefs d'état le 1^{er} mars dernier.

Partout en Europe, les salariés(es) entendent dire « qu'ils coûtent trop cher » et que la seule solution est l'austérité à perpétuité.

Au contraire, c'est par la construction d'une Europe sociale, fondée sur la solidarité et la création d'emplois de qualité que l'Europe sortira, par le haut, de la crise.

C'est ce qui s'est exprimé fortement dans les mobilisations du 29 février partout en Europe.

En France, dans un contexte d'échéances électorales, les salariés(es) doivent faire entendre leurs revendications au moment où le patronat tente de réduire la protection des salariés(es) et du contrat de travail à travers les « fameux » plans de compétitivité-emploi. Le chômage atteint des chiffres records et notamment celui des jeunes qui obscurcit leur avenir.

En aucun cas, le projet de l'extrême droite ne peut ouvrir une perspective de sortie de crise. Les organisations syndicales renouvellent leur opposition aux idées véhiculées par le Front National et banalisées par d'autres, qui cherchent à exploiter les peurs et les désarrois sociaux pour s'enfermer dans une société en repli identitaire, liberticide, discriminatoire et raciste.

Participons à la manifestation pour :

- Donner la priorité à l'emploi par des politiques économiques et sociales prenant appui sur une réelle politique industrielle qui répond aux impératifs écologiques et des services publics de qualité, favorisant la réduction des inégalités. Prioriser des mesures en faveur des jeunes. Mettre fin au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.
- Pour une autre répartition des richesses, augmenter les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, permettre à chacun de vivre dans la dignité en garantissant le droit pour toutes et tous à une protection sociale solidaire et de haut niveau tout au long de la vie ; faire reculer les inégalités entre les femmes et les hommes.
- Améliorer les conditions de travail et faire reconnaître la pénibilité.
- Lutter pour l'égalité des droits et contre toutes les discriminations, notamment concernant tous les travailleurs migrants.

L'exigence d'une vie meilleure faite de justice sociale, du respect des droits fondamentaux, d'un travail décent, reconnu et valorisé doit se faire entendre.

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, UNEF d'Indre-et-Loire appellent à la manifestation le 1^{er} mai 2012 à 10h00, place de la Liberté à Tours.

Le 30 mars 2012

Ne pas jeter sur la voie publique



Bulletin de contact

Je souhaite :

- Être informé
 Adhérer

Nom Prénom :

Adresse :

.....

Code Postal :

Ville :

Téléphone :

E mail :

Age :

Profession :

Entreprise (nom et adresse) :

.....

À retourner à
Union départementale CGT d'Indre-et-Loire
BP 60425
37174 CHAMBRAY LES TOURS CEDEX
Tél. 02 47 38 53 81
E mail : ud37@cgt.fr